



Bujumbura, le 17 octobre 2018

### **COMMUNIQUE DE PRESSE**

Le groupe des partenaires techniques et financiers a pris note de l'annonce par les autorités burundaises, le 27 septembre 2018, de la suspension de toutes les Organisations non gouvernementales étrangères (ONGE) travaillant au Burundi.

Les partenaires prennent note du fait que certaines ONGE qui ont déjà soumis les documents demandés, ont vu leur suspension levée et ont déjà repris le travail, tandis que la majorité des ONGE reste suspendue.

Les partenaires tiennent à souligner le travail important que réalisent les ONGE en vue d'améliorer les conditions de vie de la population burundaise. En particulier les initiatives de longue durée, exécutées en coopération avec le Gouvernement du Burundi, comme la lutte contre le paludisme, le VIH, la malnutrition, l'appui au rapatriement volontaire des réfugiés burundais, l'appui en semences et en engrais bénéficiant à plusieurs centaines de milliers d'agriculteurs; l'accès à l'énergie, la promotion de l'esprit d'entrepreneuriat et la réconciliation parmi les jeunes.

Ils rappellent qu'une partie importante de l'aide des partenaires au profit des populations, notamment les plus vulnérables, passe par ces ONGE, agréées par les autorités burundaises, et que leur suspension a des conséquences préjudiciables pour la population burundaise et l'économie du pays.

Les partenaires reconnaissent les aspirations du Burundi en vue d'arriver à une force de travail qui reflète la diversité sociale du pays. Ils prennent note de la démarche entreprise par différentes ONGE en vue d'obtenir des clarifications supplémentaires sur certains aspects de la loi de 2017 concernant leur fonctionnement, ce qui leur permettrait de s'aligner à la fois aux lois burundaises, aux bonnes pratiques internationales en la matière et aux exigences administratives et financières des bailleurs. Les partenaires appellent donc à des concertations engagées pour clarifier les questions des ONGE concernant l'application de la loi.

Les partenaires réitèrent leur pleine et entière disponibilité au dialogue avec le Gouvernement burundais, afin d'améliorer leur appui et de continuer à accompagner la population burundaise sur le chemin du développement durable.